

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 287 - VENDREDI 8 AVRIL 2016

PÂQUERETTE DEBOUT

Maintenant, quand je sors la nuit,
j'emmène K-Way, couverture et casse-dalle
On ne sait jamais... ●

AGENDA MILITANT

→ 9 avril

France [Appels intersyndicale et
coordination nationale étudiante](#)

→ 10 avril

Muret [Comme des Lions](#)

→ 11 avril

Toulouse [De la judéophobie à l'islamophobie](#)

→ 13 avril

La Plaine-Saint-Denis [Europe, obstacle
ou opportunité](#)

Toulouse [Amérique latine, pourquoi la panne ?](#)

→ 14 avril

Paris [Portugal, le bloc de gauche
modifie la donne](#)

→ 15 avril

Chatellerault [Palestine en fête](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Alternative

[À propos de la comparaison
abusive avec 1936](#), Fr. Genevée

Une opération mains propres face aux Tartuffes d'un système pourri

Les révélations du Consortium international des journalistes d'investigation, regroupement de 109 rédactions du monde entier, viennent confirmer et documenter largement les réalités secrètes des paradis fiscaux. C'est tout un monde souterrain de sociétés discrètes et de paravents cachés qui apparaît crûment sous nos regards consternés.

Il n'y a aucune surprise, car nous savons de longue date que le monde des affaires, celui des banquiers plus ou moins clandestins et celui des partis (socio-)libéraux fonctionnent ensemble. Partout, comme par hasard, les lois sont ainsi faites qu'elles laissent des failles permettant de les contourner. La lutte contre la fraude fiscale est volontairement sous-dotée, tandis que les experts exploitent à fond la frontière ténue entre légalité et illégalité, niches fiscales, évasion et fraude. Les promesses de régulation viennent sans cesse faire croire que, cette fois-ci, le système va mettre hors d'état de nuire les quelques vilains petits canards, alors qu'en fait, les tares présentées comme des exceptions sont la cruelle vérité d'un système vérolé. Les arnaqueurs s'adaptent à toute vitesse, de sorte que les lois ont toujours un temps de retard.

Quand le Président directeur général de la France, François Hollande, évoque, sans rire, les « nouvelles rentrées fiscales » qui vont suivre les révélations, on croit rêver. Quand Michel Sapin affirme que « la Société générale s'engage à la transparence » ou se réjouit du « travail mené en commun par les journalistes » car « seule la coopération internationale peut révéler les faits », on se frotte les yeux. Il est d'ailleurs honteux que le premier évoque la protection des lanceurs d'alerte alors qu'il avait en 2013 refusé la demande d'asile politique d'Edward Snowden, qui avait révélé les programmes de surveillance de masse américains et britanniques. Comme l'écrit Molière dans *Tartuffe*, « l'hypocrisie est un vice à la mode »... sauf que les vices à la mode ne passent plus pour vertus !

Sans attendre que ces copilotes de la faillite des (prétendues) élites libérales s'en aillent tous, n'ayons de cesse d'exiger qu'une opération "mains propres" permette à la Justice de mettre au jour la tricherie des plus riches et la corruption de leurs serviteurs.

● Cerises

Au-delà du retrait de la loi Khomri, l'alternative que nous voulons et Mélenchon

Et si, à partir du mouvement contre la loi travail et des autres mobilisations en cours, se construisait une dynamique politique beaucoup plus large, jusqu'à bouleverser les scénarios déjà écrits pour 2017 et au-delà ?

Ca commence par le mouvement contre la loi Travail. De nouvelles grèves, de nouvelles manifestations annoncées pour le 9 et le 28 avril. L'occupation nocturne de la place de la République depuis quelques jours, qui essaime en province et au-delà même du pays. Le blocage de nombreux lycées et de certaines universités. La profusion d'initiatives un peu partout, par exemple autour du film de François Ruffin *Merçi patron !* et, plus récemment, de *Comme des lions*, réalisé par Françoise Davisse. Une enquête d'opinion qui montre que le mouvement est massivement soutenu par une majorité de citoyens. C'est une ambiance moins morose que d'autres fois, où l'on sent l'envie d'en découdre... face à un gouvernement affaibli par sa défaite sur la constitutionnalisation de l'État d'urgence et de la déchéance de nationalité pour les binationaux. Une résistance qui n'a pas le goût de conjuration d'une défaite, que nos luttes ont souvent eu ces dernières années.

Aujourd'hui la résistance, vite l'alternative !

La résistance, donc, qui marque des points et s'affirme. Et un peu plus que

cela, qui s'exprime à travers affichettes et banderoles : la mise en cause du système, l'aspiration à tout autre chose et, souvent, des valeurs alternatives qui s'expriment sur le mode d'une rupture avec la politique traditionnelle. Cessez de penser à notre place ! Cessez de décider pour nous ! Vous qui gouvernez,

Ce mouvement, c'est une ambiance moins morose que d'autres fois, une résistance qui n'a pas le goût de conjuration d'une défaite que nos luttes ont souvent eu ces dernières années.

vous n'êtes crédibles que pour les patrons ! Sans parler des effets possibles des révélations sur le monde des paradis fiscaux et ceux qui en profitent.

Là où le bât blesse, du moins pour le moment, c'est que globalement, on reste

loin de l'idée de construire ensemble une alternative. Assez loin, malheureusement, et nous préférerions nous tromper. Le divorce d'avec la politique institutionnelle est consommé mais, alors, comment aller au-delà de l'objectif d'infliger une défaite au gouvernement, ce qui ne changerait rien - ou si peu - à la domination écrasante du néolibéralisme ? Comment voir plus loin, une fois que l'on a commencé à relever la tête ?

Dans un tel mouvement, les multiples rencontres, les nombreuses lectures, les initiatives publiques sont l'occasion de ce que l'on appelle, dans le langage codé des militants, des prises de conscience. Disons surtout que chacun cultive son esprit critique et que, ce faisant, émergent, se diffusent et se transforment des idées. Certaines sont anciennes, et reviennent au goût du jour, notamment quand elles font écho à des luttes qui ont parfois structuré des espaces politiques. Par exemple, qui ne voit pas la place prise par la question de la diminution du temps de travail, ou des 32 heures ? Il est d'ailleurs intéressant qu'on soit souvent bien au-delà des revendications syndicales habituelles et même de la thématique du travail. ●●●



Les "Nuits debout" essaient (à g. Paris, à dr. Besançon)

●●● Les idées subversives de réquisition des logements vides, de gratuité de la santé ou des transports, ou encore tout le champ des batailles contre les lois sécuritaires et le tout répressif font aussi des percées, alors qu'elles ont habituellement des difficultés à se faire un chemin.

Des idées qui circulent

Pour une fois, la pédagogie du renoncement à toute ambition forte et le

chantage à la terreur semblent débordés. On trouve massivement la critique de l'absence de démocratie, avec aussi bien l'exigence précise que les députés ne votent pas la loi qu'une critique globale de la démocratie actuelle et, parfois, des institutions. Et on trouve enfin les exigences écologistes, qui prennent les formes riches liées à la volonté de vivre autrement : autres rapports au travail, autres modes de vie, autres rapports au temps, autres rapports sociaux, etc.

Ainsi, le social, l'écologie et la démocratie s'imbriquent dans de multiples et incessants croisements.

Reste une passerelle idéologique qui, dans la profusion des exigences entendues dans le mouvement, sauf erreur, n'est pas centrale à ce jour, ou pas explicitement présente : celle de la remise en cause de l'austérité et son pendant ambitieux, si l'on veut bien encore une fois ne pas en rester à s'opposer : l'exigence d'égalité. Curieuse discrétion de ces thèmes de la lutte contre l'austérité et de l'égalité qui, pourtant, sont susceptibles de fédérer large, puisqu'ils concernent directement et à échéance immédiate chacune et chacun. Curieux manque, qui renvoie peut-être à l'absence de médiation entre les deux, qui aurait nécessité un travail réflexif et militant, encore insuffisant.

Au-delà d'exigences et de propositions précises, de nombreuses questions fondamentales sont en filigrane des cortèges et des rassemblements, et il est essentiel qu'elles parviennent à circuler davantage. C'est la question du pouvoir dans les entreprises et de la maîtrise de la production, la mise en cause de l'étroite complicité entre l'État et le MEDEF (au-delà de l'idée que le projet de la loi a été écrit par le syndicat patronal) ou encore les questions relatives au rôle de l'État et à la transformation de l'action publique.

Occuper les places : une subversion capitale

Place de la République, à Paris, et dans une trentaine de villes, s'invente une appropriation populaire de l'espace public, là où il est le plus souvent privatisé par le commerce, occupé pour simplement passer en automobile, en vélo, ou encore récupéré par la publicité. Ici se croisent et se parlent syndicalistes et militants associatifs et politiques, autogestionnaires, étudiants radicaux et citoyens rebelles de tous horizons. La parole est si souvent confisquée que le simple fait d'échanger sur des places publiques constitue en soi un événement. L'esprit de résistance à l'air du temps néolibéral s'exprime dans cette convivialité qui fait trop souvent défaut à nos luttes parce que résister, c'est dur.

Nous ne savons pas si ces points de fixation de la résistance vont pouvoir percer le silence des médias dominants, permettre que le pays qui ne veut plus jouer le jeu du Capital sorte du bois, ou s'ils vont être seulement - mais c'est déjà beaucoup - des moments éphémères de politisation et de partage. Nous ne savons pas non plus si de l'intérieur de ces regroupements peuvent naître non seulement des pratiques alternatives circonscrites, mais aussi des propositions qui élargissent la résistance et participent à la construction d'une alternative. Quoi qu'il en soit, comme l'a exprimé François Ruffin à République, l'enjeu est de « *sortir de l'entre-soi* ». Pour une fois, tout n'est pas écrit d'avance et c'est très bien.

● G.A.



De nombreuses questions fondamentales sont en filigrane des cortèges et des rassemblements, et il est essentiel qu'elles parviennent à circuler davantage. C'est la question du pouvoir dans les entreprises et de la maîtrise de la production, la mise en cause de l'étroite complicité entre l'État et le MEDEF...

●●● Deux processus : l'un en panne, l'autre émerge

Qu'y a-t-il du côté de l'alternative explicite et des forces organisées ? Il y a à ce jour deux processus. Le premier est celui de la primaire de toute la gauche et des écologistes. Avec ses ambiguïtés stratégiques. Ces derniers jours, l'idée de réunir sous la même bannière les tendances favorables et opposées au social-libéralisme, sous couvert de conjurer l'absence

de la gauche au second tour de la présidentielle, a du plomb dans l'aile. Opposé à une primaire qui intégrerait la droite du PS, Ensemble ! s'est dégagé de cette affaire. Quant au PCF, il ne pourra probablement continuer longtemps à en être, sauf à mécontenter de très nombreux adhérents lors de son congrès de juin.

Au sein de la direction du PCF, l'une des hypothèses est de soutenir une candidature frondeuse issue du PS, à moins de s'en remettre à l'arrivée providentielle de Nicolas Hulot dans le panel des candidats possibles. L'avantage de Hulot est de faire figure de hors parti, d'être issu de la société civile ; mais, en termes d'orientation, ce représentant

sympathique du capitalisme vert n'exprime rien de conséquent sur la question sociale. Au moment où se développe un mouvement qui témoigne que celle-ci demeure l'un des points principaux de clivage politique en France, cette candidature serait anachronique.

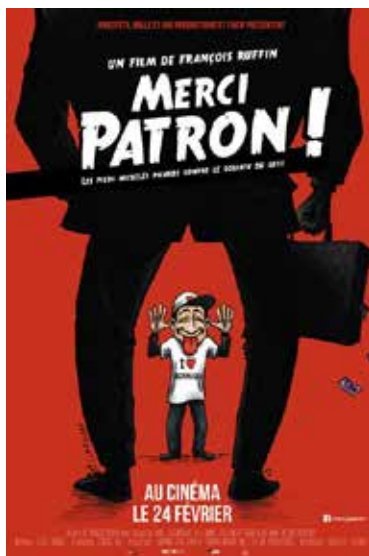
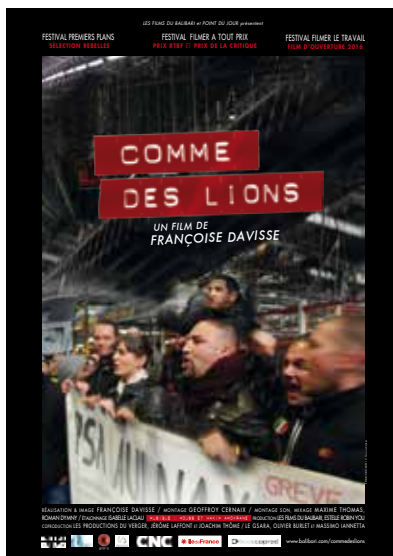
Ce n'est pas seulement le "tout sauf Mélenchon" qui s'exprime dans les options précédemment évoquées, mais l'hypothèse que le rassemblement serait plus large s'il était

représenté par une candidature d'ouverture à la "droite de la gauche", du moment que le candidat a pris ses distances avec Valls et Hollande. Cela renvoie à une vraie question stratégique : le but actuel est-il de rassembler les électeurs historiques du PS déçus par Hollande ? Ou le but est-il de fédérer ceux-là mais aussi tous ceux qui

ont décroché de la gauche depuis de nombreuses années, ou pour qui la notion de gauche ne fait pas référence, et, aussi, les jeunes qui ne croient rien de ce qui peut venir des appareils usés qui tiennent encore le haut du pavé ? Certains pensent que niveler par le bas le contenu d'un rassemblement peut être un moyen de son élargissement et, surtout, de provoquer une recombinaison politique d'ampleur. Il nous paraît que cette logique est complètement usée, qu'elle ne tient pas compte du niveau de crise politique que nous connaissons, ni des potentialités qu'exprime le mouvement actuel. Ainsi, il est raisonnable de faire l'hypothèse qu'une refondation d'ampleur naîtra plutôt d'une dynamique citoyenne de type nouveau, porteuse d'un radicalité positive, que d'un *remake* de la gauche plurielle en mieux.

Des idées subversives sont en circulation. D'autres restent encore peu énoncées : questions du pouvoir dans les entreprises et de la maîtrise de la production, du rôle de l'État et de la transformation de l'action publique...

Le second processus, qui émerge depuis quelques semaines, s'organise autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qu'il a volontairement positionnée hors de son parti d'origine, le Parti de gauche, dans l'idée d'initier une dynamique hors du commun. Plus de 90 000 personnes (tout de même !) ont à ce jour cliqué ●●●



Profusion d'initiatives un peu partout, par exemple autour du film de François Ruffin *Merci patron !* et, plus récemment, de *Comme des lions*, réalisé par Françoise Davaisse.

●●● sur le site *jlm2017* pour le soutenir. Des réunions locales se mettent en place, qui semblent déborder le panel des participants aux réunions habituelles du PG. Des tribunes et des appels ont commencé à sortir, de même que des autocollants et des banderoles dans les manifs.

Des freins à lever

Nous avons précédemment évoqué les péripéties liées à la primaire, qui ont depuis plus de deux mois occupé l'espace à gauche, avec Jean-Christophe Cambadélis en promoteur d'une initiative... qu'il ne souhaite pas voir advenir. Une autre sorte de frein, bien différent, à l'enclenchement d'une dynamique solide autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon est lié à... Mélenchon

Jean-Luc lui-même. On ne va pas lui reprocher ici d'avoir proposé sa candidature et de ne pas s'inscrire dans le processus des primaires qu'il a eu raison de critiquer (comme *Cerises*) dès l'origine. On ne va pas non plus lui reprocher de l'avoir fait à titre individuel : s'il avait lancé la même initiative au nom du PG, beaucoup auraient critiqué le fait qu'il soit le candidat d'un parti. Enfin, on ne va pas lui reprocher de ne pas avoir consulté les forces du Front de gauche, vu que le Front de gauche n'existe pas réellement au plan national et inégalement au niveau local. Le frein concerne plutôt sa posture, qui devrait être beaucoup plus fédérative, qui devrait beaucoup plus nettement - c'est-à-dire explicitement - chercher la convergence de citoyens et de forces à la diversité assumée et dans

le pluralisme. Il s'agit que, demain, les autogestionnaires, les communistes de carte et de cœur, les socialistes sans guillemets, les libertaires, les associatifs de tous domaines, les syndicalistes, les laïcs ouverts, les féministes, les militants contre l'islamophobie, les jeunes des quartiers populaires, en plus des écologistes conséquents auxquels il s'adresse déjà, puissent non pas se rallier, mais ressentir qu'ils ont une place dans cette dynamique possible. C'est cela qui permettra un élargissement notable de la dynamique qui s'amorce, par opposition à une campagne rabougrie synonyme de marginalisation.

Chez certains militants, le frein tient au raisonnement suivant : il faudrait se concentrer entièrement sur le

Des soutiens exigeants à Mélenchon

Des appels et des tribunes en faveur de la candidature de Jean-Luc Mélenchon commencent à essaimer. Ainsi, dans une contribution collective, des militants d'Ensemble estiment notamment : « *L'heure n'est plus à attendre et à tergiverser, mais à agir et rassembler dans la clarté. Une primaire de toute la gauche est une impasse pour notre camp, car nous n'avons rien de commun avec Valls, Macron ou Hollande. A contrario, la candidature de Jean Luc Mélenchon est un premier pas concret pour rassembler tous ceux qui ne se résignent pas* ». Ils estiment cependant qu'il « *reste beaucoup à faire. Car une alternative crédible et représentative de toutes les aspirations citoyennes ne peut être l'affaire d'un seul homme et d'un seul courant. La convergence de*

toutes les forces militantes et de tous les citoyens et citoyennes intéressés est indispensable. Unis et divers, notre capacité à travailler ensemble dans le respect des apports des uns et des autres sera la clé de notre réussite ». Ils appellent à créer des « *collectifs d'insoumis qui participent aux mobilisations locales et nationales, élaborent et font vivre un programme d'émancipation sociale, d'écologie populaire, de lutte contre toutes les dominations, exploitations et oppressions, de démocratie généralisée* ». Le texte intégral est [ici](#).

Une pétition dans le même sens a été lancée par Francis Parry, dirigeant national du PCF. À l'heure où ces lignes sont écrites, elle compte plus de 1 000 signatures. Le texte est [ici](#).

●●● mouvement contre la loi El Khomri, voir et participer à ce qui peut en advenir, en essayant qu'émerge à partir de lui une dynamique porteuse d'alternative ; cela supposerait, dans un premier temps, de ne pas s'occuper des élections.

À l'approche d'un Conseil national prévu le 15 avril et en attendant la tenue de son Congrès début juin, les débats s'intensifient au PCF. Ainsi, face à un texte d'orientation de la direction qui ne sort pas le parti de ses errements stratégiques, un texte alternatif intitulé "L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen" est présenté et d'ores et déjà soutenu par plus de 650 militants (le texte est [ici](#) – voir aussi le site : <http://www.ambition-communiste.fr/>). Du côté des orthodoxes du parti, un texte alternatif intitulé "Unir les communistes, le défi renouvelé du PCF" est aussi en circulation. Il appelle notamment à la relance d'un « *parti de combat* » et est hostile à la candidature de Mélenchon. Il est [ici](#). Quant aux partisans d'une relance du Front de gauche, ils sont à ce jour près de 3 000 à avoir signé un texte intitulé "Rallumons l'étincelle du Front de gauche" (c'est [ici](#)).

● G.A.

Ainsi, la démarche de Mélenchon relèverait de la formulation classique d'une offre politique, là où une démarche originale viserait à ce que le mouvement lui-même détermine son entrée en politique. Nous avons trois objections à ce raisonnement. La première est que si le mouvement n'est pas porteur d'un sens unique et recèle des potentialités réelles, il reste fortement centré sur la seule résistance

La situation de division du Front de gauche indiffère beaucoup, tandis que l'existence d'une candidature de rupture porte loin. Notre hypothèse est que les indignés de tous horizons, avec Mélenchon, peuvent renverser la table.

et pris entre deux pôles : un pôle syndical, dont les efforts portent essentiellement sur le retrait du projet de loi, et un pôle libertaire, qui est porteur d'une radicalité globale mais n'investit pas non plus le champ de l'alternative. Nous espérons que cela va bouger, mais pour le moment domine encore la séparation entre lutte sociale et alternative, et entre la rue et les urnes. La seconde objection est que la critique de la démarche

traditionnelle qui consiste à proposer aux luttes, de l'extérieur, un débouché politique ne doit pas conduire à contester la légitimité de proposer au mouvement de s'élargir, d'aller plus loin. Si l'on veut dépasser le stade de l'incantation à l'autodétermination du mouvement (qui ne nous attend pas pour s'autodéterminer), on ne peut pas se contenter de dire dans le mouvement la nécessité de résister et de faire converger les luttes, celle de porter des valeurs, ou celle de construire une alternative. Il faut bien que la question des élections soit posée, y compris pour en relativiser la place et pour appeler à voir plus loin que les urnes.

Troisièmement, s'agissant cette fois directement de la candidature de Mélenchon, ne doit-on pas convenir que les sondages qui lui prêtent actuellement un score à deux chiffres montrent qu'il est dès à présent susceptible de réaliser une percée, c'est-à-dire de rassembler ceux qui sont dans le mouvement contre la loi El Khomri et bien au-delà ? À un an du scrutin, on se surprend à être en mesure d'écrire cela, vu l'état du Front de gauche. Eh bien, notre hypothèse est que la situation de division du Front de gauche indiffère beaucoup, tandis que l'existence d'une possible candidature porteuse de ruptures porte loin.

● Gilles Alfonsi



Radicalité ?

Au cours des A.G. qui se tiennent dans le mouvement contre la loi El Khomri, des syndicats, PC, PG, Ensemble s'interrogent sur leur apport spécifique.

Les forces syndicales ou politiques avancent en dissociant deux temps. Selon elles, il faut d'abord rejeter le projet de loi et ne pas donner le sentiment qu'il serait amendable. Mille fois d'accord. Mais le "d'abord" les conduit à priver l'immédiat d'une dimension considérable : la projection vers une conception autre du travail que celle qui a conduit à l'extension de la précarité et aux 6 millions de chômeurs. C'est cette autre vision du travail qui donnera du sens à l'action et une motivation plus importante pour rejeter la loi et élargira le mouvement. Celui-ci ne peut uniquement reposer sur des journées, même bi-hebdomadairement, de manifestations. La question est d'une brûlante actualité. Les forces du capital proposent à ceux qui sont las des rapports d'exploitation et de domination de devenir auto-entrepreneurs. Lisez : substituer au contrat de travail un contrat de louage de services rendus. C'est ce qui se cache derrière la loi. Avec le Compte personnel d'activité (CPA), chacun individualise son exploitation pour se lancer dans la course au moins disant organisée par les actionnaires. En rester au seul rejet de la loi ne fait pas le compte.

Cette dissociation entre rejet et alternative se retrouve à Solidaires et à la CGT. Cette dernière met en retrait son projet de nouveau statut du salariat, comme étant à traiter ultérieurement. Cela a pour effet de laisser entendre que le projet de loi ne serait qu'une aggravation d'un présent finalement acceptable. Où commence l'insupportable ? On retrouve cette démarche en deux temps à Ensemble et au PC qui prépare son congrès avec deux textes distincts : l'un porteur d'une vision à long terme, l'autre d'objectifs de luttes immédiates,

privant ces dernières de dimension transformatrice. Doit-on laisser au quatuor gouvernement-droite-ME-DEF-CFDT, le monopole de la proposition (et du projet) pour appeler ensuite à s'y opposer au coup par coup et leur laisser ainsi les moyens de noyer le poisson ? L'actuelle mobilisation populaire n'est-elle pas apte à prendre l'initiative de porter un avenir et que ce soit le tour des autres de courir derrière ?

Ce souci de réalisme qui conduit à reporter à plus tard la perspective d'une autre conception du travail conduit à des objectifs tièdes, qui amènent de fait à en rabattre. De nouvelles attaques contre les retraites se profilent ; qui ose dire qu'on doit bénéficier d'un salaire indexé sur la qualification - dès 18 ans - à partir du moment où l'on a cette qualification jusqu'à sa mort, ce qui en fait une solution commune à tous ? Qui appelle à rémunérer toutes les pratiques sociales comme contribuant à faire de la société ? Le caractère intermédiaire d'objectifs laisse les forces du capital reprendre leur souffle et réaménager leur espace. C'est grâce à ce manque qu'elles peuvent prôner le CPA. Le moyen terme entre alternative et capacité de récupération par le capital n'existe pas. Le projet de Sécu est né entre 1943 et 44 ; on ne peut pas dire qu'alors le rapport de forces était meilleur. Quand on est tiré par une vision d'avenir, on prend les risques qui vont avec.

Ensemble veut organiser des Forums. Mettre des objectifs alternatifs en pâture afin que les intéressés soient en mesure de considérer qu'ils ont autant de capacités que n'importe quel dirigeant de société ou de LA société, c'est disputer concrètement le pouvoir.



● Pierre Zarka

I comme Internationale

Un spectre hante le monde, celui de l'Internationale... qui semble aujourd'hui n'être en effet plus qu'un fantôme de l'histoire ouvrière.

Aujourd'hui, malgré les contradictions inter-impérialistes et la concurrence consubstantielle à l'existence même de la classe capitaliste, celle-ci ne manque pas d'internationales. Après le temps de la Trilatérale est venu celui des sommets, comme Davos, des très nombreux *think tanks* et des concertations permanentes. Peut-être justement, d'ailleurs, à cause de ces contradictions qui nécessitent en permanence d'essayer d'harmoniser les politiques, "d'organiser la désorganisation" de l'ultralibéralisme, à travers des négociations comme celle du TAFTA.

Dans le domaine politique, la plupart des familles qui s'inscrivent dans le système capitaliste ont leur Internationale (de l'extrême-droite aux socialistes...)

Les forces progressistes et révolutionnaires quant à elles, qui sont évidemment fort diverses et généralement faibles, se distinguent par le fait qu'elles sont les seules à ne pas disposer d'internationale véritable et que l'internationalisme a bien du mal à s'affirmer dans leur action.

Le mouvement des forums mondiaux, qui avait suscité un espoir certain (d'autant qu'il est apparu après la chute du système socialiste et qu'il manifestait une certaine volonté de relever la tête, dans des formes nouvelles et apparemment prometteuses), s'est essoufflé.

Sans doute la raison tient-elle au fait que ce mouvement n'a pas été en mesure de formuler et de faire partager une vision vraiment alternative. "Un autre monde est possible" a-t-il proclamé, mais il s'est plutôt limité à dénoncer les effets de la mondialisation libérale, plus qu'il n'a montré comment s'en débarrasser et aller au-delà du capitalisme.

Ce qui se passe actuellement en Amérique latine - les revers des forces de gauche alors que celles-ci semblaient avoir "le vent en poupe" depuis une quinzaine d'années (avec l'élection de Chavez en 1999 et les changements en Argentine,

au Brésil, en Bolivie, Équateur, etc.) - est certainement l'effet d'une contre-offensive de la bourgeoisie, liée à l'impérialisme nord-américain, mais aussi la manifestation des limites d'un moment politique. Si, partout, ces forces ont essayé de mettre en œuvre une politique sociale et de reconquête de la souveraineté nationale, nulle part, elles n'ont pu vraiment donner vie au "socialisme du XXI^e siècle" que Chavez appelait de ses vœux.

Est-ce seulement en raison du rapport des forces ou aussi la conséquence d'un manque de cohérence et de détermination ?

C'est le 21 novembre 2009, lors d'une rencontre des partis de gauche à Caracas, que Chavez avait lancé son appel pour la

création d'une Cinquième Internationale. « *Face à la crise capitaliste et la menace d'une guerre qui représente un danger pour l'avenir de l'humanité, les peuples réclament une unité plus forte des partis de gauche et révolutionnaires qui sont prêts à lutter pour le socialisme* », avait-il dit. La proposition avait alors été soutenue par la majorité des délégués... Mais rien n'a suivi. Même s'il a proposé au congrès suivant du PSUV de convoquer une grande réunion internationale pour concrétiser cet appel. "Rien"... n'est pas tout à fait vrai, car régionalement, des initiatives ont été prises, notamment autour de l'ALBA, l'alliance bolivarienne.

Mais il faut dire que cet appel n'a été relayé par aucun des grands partis dans le monde...

Mais il faut dire que cet appel n'a été relayé par aucun des grands partis dans le monde...

Ici, en France, un comité s'était créé à l'initiative de quelques-uns qui défendaient déjà cette idée depuis plusieurs années, bien avant que Chavez la reprenne à son compte.

Samir Amin avait ainsi publié un livre, au Temps des Cerises en 2006, intitulé *Pour une Cinquième internationale*¹ dans ●●●

1. Samir Amin, *Pour la Cinquième Internationale*, (suivi de *L'Islam politique au service du déploiement capitaliste* et de *L'Appel de Bamako*), Le Temps des Cerises, 2006, 14 euros.

●●● lequel il fait un bilan des expériences des quatre premières et traite surtout des nouveaux défis de notre époque.

Dans cet essai, il préconise une Internationale qui tire les leçons du passé et des limites de leurs tentatives centralisatrices, notamment celles de la Troisième, (mais aussi de la Deuxième et de la Quatrième), proposant de revenir plutôt à l'esprit de la Première.

La Première Internationale, l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) fondée en 1864 à Londres, accueillait en son sein des groupes très divers, marxistes, proudhoniens, lassaliens, bakouniniens, mazziniens... Son action pratique a été limitée et ses moyens étaient faibles (les caisses étaient vides...), mais elle a eu une forte influence symbolique. La tentation centralisatrice s'est imposée dès le Congrès de la Haye, en 1872, avec l'exclusion des anarchistes, puis le transfert du siège à New York... et le Congrès de Philadelphie en 1876 entérina sa fin.

La II^e eut un rôle important dans la formation de grands partis socialistes, mais elle explosa avec la 1^{ère} Guerre mondiale et le ralliement de la majorité des dirigeants allemands et français à la politique de guerre. À la suite des conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916) où s'affirmèrent deux stratégies dans le socialisme international, Lénine proposant de transformer la guerre en guerre révolutionnaire, naît la Troisième. Celle-ci a joué un rôle essentiel au XX^e siècle, avec ses vingt-et-une conditions et la création de partis communistes dans le monde entier. Mais elle fut vite subordonnée à la défense du premier pays socialiste et à ses intérêts d'État. Et elle aussi a échoué sur la guerre. C'est Staline qui y mit fin en mai 43. En grande partie pour donner des gages à ses alliés occidentaux dans la lutte contre Hitler et signifier ainsi qu'il renonçait à la révolution mondiale. (En refusant de déterrer la question de l'Internationale, les communistes d'aujourd'hui ont-ils conscience qu'ils continuent d'obéir à l'injonction de Staline ?)

Bien sûr, le monde a beaucoup changé. Le mouvement communiste a un temps essayé de maintenir des "Conférences internationales", mais il a été divisé par le conflit sino-soviétique. Puis, depuis la chute de l'URSS, dont il n'a pas su tirer collectivement les leçons, il a connu beaucoup de renoncements et un terrible affaiblissement.

Pourtant, la nécessité demeure de donner force à l'impératif d'union des peuples du monde, face à la triple menace de régression sociale, de guerre généralisée et de désastre écologique que le capitalisme fait peser sur la planète.

Jamais sans doute les luttes locales n'ont été à ce point liées aux enjeux planétaires.

Bien sûr, l'heure n'est pas à la reconstruction d'une internationale seulement communiste. Ni à la création de quelque internationale centralisée que ce soit, prétendant définir une ligne juste valable pour tous.

L'heure serait sans doute plus à la formation d'un réseau. Et les outils pour cela existent comme ils n'ont jamais existé.

Nous aurions bien besoin d'un tel réseau mondial et qu'il se nomme Internationale lui donnerait une force symbolique. À la fois pour développer des solidarités et essayer de dégager une perspective globale qui fasse de la démocratie le but et

le moyen. La question de la guerre aux portes de l'Europe et l'impéritie de cette Europe face au problème des réfugiés est un exemple parmi d'autres de sa nécessité.

Alors, pourquoi cette impuissance des forces anticapitalistes, alors même qu'il paraît indispensable d'aller au-delà du mouvement des forums mondiaux ?

On peut bien sûr avoir le sentiment qu'à cette tâche la plus haute correspondent aujourd'hui les moyens les plus faibles.

Mais sans doute est-ce avant tout une affaire de volonté et de sens de l'initiative historique. Qui saura être à la hauteur de la situation ?

Jamais sans doute les luttes locales n'ont été à ce point liées aux enjeux planétaires.

Nous aurions bien besoin d'un réseau mondial et qu'il se nomme Internationale lui donnerait une force symbolique. À la fois pour développer des solidarités et essayer de dégager une perspective globale qui fasse de la démocratie le but et le moyen.





“L’ensauvagement” de l’UE

“Mesures de sécurité draconiennes”, embarquement “musclés”, “déportation”, “menottes” parfois : des premiers transports de migrants de la Grèce vers la Turquie, seuls quelques médias périphériques en ont parlé en ces termes. Pour les autres, tout s’est passé dans le calme et la France a même, “conformément aux accords” marchands entre UE et Turquie, confirmé qu’elle commençait à accueillir une part de son “quota” en contrepartie : marchandages d’êtres humains, dont des Syriens que la Turquie renverra chez Bachir Al Assad. Plus [ici](#).

● **Autruches.** L’Assemblée nationale a adopté « *une avancée majeure pour le respect de la personnes humaine, les droits des femmes* » (dixit Manuel Valls) par 64 voix contre 12 et 11 absentions, sur... 577 députés. Il s’agit de la loi visant à “renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées”. Après deux ans et demi de navettes parlementaires, le texte contient la disposition très controversée de pénalisation des clients, qui sont censés désormais être sanctionnés par une contravention de 1 500 euros (3 500 euros en cas de récidive). Il reste maintenant à créer une police spéciale qui, après avoir guetté les slips et les culottes, devra s’assurer auprès des prostitués qu’était bien en cours l’achat d’une passe. Certains partisans de la loi ont expliqué que les prostitués pourront continuer à se prostituer (le délit de racolage étant supprimé), mais qu’au moins les clients seront sous pression. À part ça, il paraît que c’est la position abolitionniste qui l’emporte. À moins que le législateur ait une fois de plus choisi l’hypocrisie répressive plutôt que l’ambition de vraies politiques éducatives et préventives.

● **Soutien scolaire.** Valls a le “mérite” d’être de plus en plus clair. Loin du “tryptique républicain” et plus proche de la

droite extrême et du FN, il déclarait lundi : « *Bien sûr, il y a l’économie et le chômage, mais l’essentiel, c’est la bataille culturelle et identitaire.* » Les chômeurs, celles et ceux que l’austérité frappent de plein fouet apprécieront. Un peu de soutien scolaire en matière d’éducation civique ne lui ferait pas de mal, à moins que ce ne soit peine perdue. Voir l’article de Roger Martelli dans le *Monde* du 7 avril et sur [communistesunitaires.net](#), rubrique “Égalité”.

● **Émancipateur, égalitaire, démocratique.** Face aux répressions par le régime d’Al Assad et aux exactions perpétrées par Daech, « *les populations kurdes, arabes ou yézidies de la région de Rojava, au nord de la Syrie, mettent en oeuvre un autre modèle de société, émancipateur, égalitaire, multiconfessionnel, et très démocratique. Une expérience qui pourrait même servir d’inspiration pour ramener la paix dans la région. En attendant, les Kurdes et leurs voisins combattent pour défendre cette utopie concrète, sans véritable soutien international.* Entretien avec des chercheurs et activistes qui en reviennent » sur le site de l’Association Autogestion. <http://www.autogestion.asso.fr/?p=5933>.

Cerises

publication de l’Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

